c) " Il est toujours permis à la famille, aux héritiers et à tous ceux qui ont charge du défunt, de transporter le cadavre à l'église et à la paroisse propres du défunt, pourvu naturellement qu'ils se chargent des dépenses qu'occasionne une telle translation. "

Le texte est clair et n'a guère besoin d'explication. Notons cependant les mots *pedestri itinere*, que nous avons soulignés. Il n'est pas là question d'un transport facile *en voiture* ou *en chemin de fer*. Pour juger des cas particuliers, les curés et desservants devront toujours avoir devant les yeux un trajet facile à faire *à pied*. Le code se montre en tout ceci soucieux d'éviter aux familles des embarras et des frais difficiles à justifier et non strictement nécessaires.

Le canon 1218 constitue une nouveauté. Le curé où la personne est décédée devient, d'après ce canon, le *propre* curé pour la sépulture. Et il l'est si bien qu'il n'est pas obligé de payer de droits curiaux ou de quarte au curé où le défunt avait domicile. Le droit est encore formel sur ce point. Après avoir dit au canon 1236 que " chaque fois qu'un fidèle n'est pas inhumé dans son église propre, une certaine portion — lisez *quarte* — doit être payée au curé propre ", il excepte cependant le cas où " le cadavre n'a pu être transporté commodément à sa propre paroisse "

* * *

Autre précision. Lorsque le défunt appartenait à plusieurs paroisses propres, c'est le curé de la paroisse où ce défunt a rendu le dernier soupir qui a droit de présider à la sépulture. En effet le paragraphe 2 du canon 1216 règle cette question autrefois controversée. " Que si le défunt, lisons-nous, a plusieurs paroisses propres, l'église des funérailles est celle de la paroisse où il est décédé. " Si la famille veut faire inhumer le défunt dans une autre paroisse, il faudra donc qu'elle